

CAPL RECOURS DE NOTATION DU 29/06/17

Inspecteurs des Finances Publiques

DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

FO DGFIP condamne le système lié à l'évaluation des performances de l'agent au travers de la seule politique d'objectifs qui consacre arbitrairement le mérite individuel avec des conséquences sur les rémunérations.

Il est source d'individualisation et de compétition entre les agents et entre les services et engendre des inégalités dans le déroulement de carrière.

C'est pourquoi FO DGFIP revendique l'abrogation du décret SAPIN du 29/04/2002 ainsi que celui du 28/07/2010 qui institue la suppression de la note chiffrée et son remplacement par un entretien professionnel.

FO DGFIP revendique un nouveau système de notation basé uniquement sur la valeur professionnelle de l'agent avec le maintien d'une note chiffrée afin que chacun puisse se situer mais sans contingentement.

Le passage en force du protocole PPCR par le biais d'un véritable 49-3 social lors du précédent quinquennat constitue une réponse à l'opposé de notre revendication.

La réduction possible par le biais d'une bonne notation de la durée de séjour dans un échelon était un moyen très apprécié pour améliorer son pouvoir d'achat.

Nous sommes donc en ordre de marche et non pas en marche pour vivre cette dernière CAPL à la recherche des réductions d'ancienneté désormais perdues pour l'avenir dans un contexte où la règle de l'ancienneté prévaut encore en matière de notation ce qui combiné au pouvoir d'achat en berne constitue une double peine pour les inspecteurs.

Si l'un des pères fondateurs de la réforme de la notation au Finances a été victime du soi disant renouvellement de la vie politique, que nous réserve le nouveau quinquennat en matière de notation des fonctionnaires, rien de bon si on lit le programme, mais pour FO, ce qui compte ce n'est pas ce que rêve de faire le politique, mais ce qu'il réalise vraiment

C'est pourquoi nous ne faisons aucun procès d'intention, mais nous sommes déterminés à agir fermement pour que l'on aille plus dans le sens de nos revendications que dans celui du programme présidentiel.